

**CONVENTION CONSTITUTIVE
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES**
suivant articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique

OBJET :

**Réalisation d'une étude préalable et de programmation urbaine
pour la recomposition du quartier de Nocaze à Montélimar**

Entre les soussignés :

La commune de Montélimar, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTELIMAR cedex, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil municipal n° _____ du _____, et ci-après dénommée « la commune »,

d'une part,

Et :

DROME AMENAGEMENT HABITAT, 11 avenue de la gare, BP 10250 Alixan, 26958 VALENCE cedex 9, représenté par Madame Anne Laure VENEL, Directrice Générale, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du conseil d'administration du _____, et ci-après dénommé « DAH »

d'autre part,

Etant préalablement exposé :

La commune et DAH souhaitent initier un projet commun de renouvellement urbain du quartier Nocaze à Montélimar. Pour ce faire, la réalisation conjointe d'une étude préalable et de programmation urbaine pour la recomposition du quartier apparaît nécessaire.

Pour leur permettre de disposer d'un même marché pour la réalisation de ces prestations et ainsi assurer leur cohérence, la commune et DAH ont décidé de recourir au groupement de commandes dans les conditions prévues aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Article 1° : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes constitué entre la commune et DAH, ci-après dénommés également « les membres du groupement », pour la passation et l'exécution d'un marché public commun relatif à une prestation d'études et de programmation urbaine pour la recomposition du quartier Nocaze à Montélimar.

Article 2° : Définition du besoin des membres du groupement

La commune et DAH ont décidé de se grouper pour la passation et la conclusion d'un marché commun portant sur une prestation d'études et de programmation urbaine pour le projet de recomposition du quartier Nocaze à Montélimar, et ci-après dénommé « le Marché ».

Les membres du groupement de commandes souhaitent en effet mutualiser cette prestation de services qui sera réalisée par un opérateur économique spécialisé en la matière et doit permettre de préciser, après une première phase d'études préalables, les objectifs du projet et les besoins qu'il doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à sa réalisation ainsi l'enveloppe financière prévisionnelle nécessaire.

Le montant du Marché est estimé à la somme de 30 000 € H.T soit 36 000 € T.T.C. pour une TVA au taux de 20 % et son délai d'exécution à environ six (6) mois.

Compte tenu de cette estimation, il est convenu que l'attribution du Marché s'opère dans le cadre d'une procédure adaptée et ne nécessite donc pas l'intervention d'une commission d'appel d'offres.

Article 3° : Durée de la convention et du groupement de commandes

La présente convention, et par conséquent le groupement de commandes sur lequel elle porte, est conclue pour la période comprise entre la date de sa signature et la date d'échéance du Marché pour quelque motif que ce soit qui mette fin au Marché.

Article 4° : Désignation du coordonnateur

DAH est désigné coordonnateur du groupement de commandes.

Article 5° : Mission du coordonnateur

DAH, en sa qualité de coordonnateur, mais aussi de pouvoir adjudicateur, est chargé, au nom et pour le compte des membres du groupement et dans le respect notamment des dispositions du Code de la commande publique, des missions telles que définies ci-après.

5.1 – Missions du Coordonnateur dans le cadre de la passation du Marché

Le Coordonnateur est chargé, dans la limite du montant estimé du Marché précisé à l'article 3° ci-dessus :

- de recueillir et synthétiser les besoins des membres du groupement,
- d'élaborer le dossier de consultation des entreprises,
- de faire paraître, s'il y a lieu, l'avis d'appel public à la concurrence,
- de remettre les dossiers de consultation des entreprises aux candidats,
- de répondre aux questions des candidats,
- de recueillir les offres,
- de négocier ou régulariser les offres s'il y a lieu,
- d'établir le rapport d'analyse des offres,
- d'attribuer le Marché,
- d'informer les candidats non retenus,
- de signer le Marché,
- de transmettre le Marché au contrôle de légalité,

- de notifier le Marché,
- de faire paraître l'avis d'attribution du Marché.

Le cas échéant, le Coordonnateur est également chargé de déclarer la procédure sans suite.

Dès que le Marché est exécutoire, le Coordonnateur en adresse un exemplaire à la commune.

5.2 – Missions du coordonnateur dans le cadre de l'exécution du Marché

Le coordonnateur est en outre chargé :

- de représenter les membres du groupement auprès du titulaire du Marché,
- de superviser et de veiller à la bonne exécution du Marché (transmission de consignes et d'informations, émission d'ordre de services, etc.),
- de procéder à la vérification de la bonne exécution des prestations (service fait, admission des prestations),
- de procéder au paiement des sommes dues au titulaire du Marché,
- d'assurer la gestion des litiges et des différends avec le titulaire du Marché,
- de décider de l'application des éventuelles pénalités,
- de décider de la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général du Marché s'il y a lieu,
- de décider de l'arrêt des prestations en application de l'article 18 du C.C.A.G./P.I.,
- d'établir, de conclure et de signer les avenants pouvant intervenir dans le cadre du Marché après accord expresse de la commune, les transmettre au contrôle de légalité et les notifier.

Le Coordonnateur informe la commune de toutes les décisions prises liées à l'exécution du Marché.

Le coordonnateur adresse les résultats définitifs des prestations (étude préalable et programme) à la commune une fois leur admission prononcée.

5.3– Capacité à ester en justice

En cas de contentieux relatif tant à la passation qu'à l'exécution du Marché, le coordonnateur pourra ester en justice pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Les frais de justice seront supportés et répartis à parts égales entre les membres du groupement.

Article 6° : Exploitation des résultats du Marché

Il est bien convenu entre les membres du groupement que les droits sur les prestations réalisées dans le cadre du Marché, y compris leur valorisation et l'exploitation des résultats, sont la propriété exclusive de chacun d'eux.

Article 7° : Engagements de la commune

La commune s'engage :

- à communiquer les informations relatives au recensement de ses besoins au coordonnateur,
- à répondre aux demandes d'avis du coordonnateur préalablement à une prise de décision de ce dernier dans le cadre de ses missions définies à l'article 5° ci-dessus,
- à fournir au coordinateur, dans la mesure du possible, les éléments ou informations pour les réponses aux éventuelles questions des candidats lors de la procédure de dévolution du Marché, lorsque ces éléments ou informations ne sont pas accessibles au coordonnateur,

- à inscrire à son budget et à engager les dépenses qui lui seront imputables au titre de la présente convention,
- à s'acquitter auprès du coordonnateur du paiement de la part des dépenses qui lui incombe sur présentation, par ce dernier, d'un titre de recettes et de ses pièces justificatives comme stipulé à l'article 8° ci-dessous,
- à informer le coordonnateur de toute difficulté rencontrée lors de l'exécution de la présente convention.

Article 8° : Dispositions financières

8.1 – Prise en charge des dépenses liées au Marché

Il est expressément convenu entre les membres du groupement de commandes que le coordonnateur exécutera le Marché au nom et pour le compte des dits membres du groupement.

En conséquence, il finance les dépenses relatives au Marché et assure le paiement de l'intégralité des sommes dues au titulaire. Il en obtient ensuite le remboursement par la commune pour la part qui incombe à cette dernière conformément aux stipulations du 8.2 ci-dessous.

Dans l'hypothèse où des subventions sont perçues par le coordonnateur pour le financement de dépenses imputables à la commune, le montant de ces subventions est défalqué du remboursement demandé par le coordonnateur à la commune.

8.2 - Répartition des dépenses liées au Marché entre les membres du groupement de commandes

Il est expressément convenu entre les membres du groupement de commandes que toutes les dépenses liées à la passation et à l'exécution du Marché sont partagées comme suit :

- cinquante pour cent (50 %) à la charge de la commune,
- cinquante pour cent (50 %) à la charge de DAH.

DAH obtiendra le remboursement des sommes payées pour le compte de la commune sur présentation d'un récapitulatif des frais engagés (hors frais de coordination) pour la procédure de passation et d'attribution du Marché et des prestations exécutées par le titulaire du Marché et des règlements effectués. Ces pièces justificatives accompagneront le titre de recette émis en conséquence par DAH.

8.3 – Frais de coordination

Les frais de coordination de DAH comme coordonnateur donne lieu à une participation financière de la commune.

Cette participation financière est arrêtée à la somme forfaitaire de 2 880 € qui couvre le coût estimé du temps passé par les agents du coordonnateur pour l'exécution des missions lui incombant au titre de la présente convention.

La participation financière de la commune aux frais de coordination est versée en une seule fois au coordonnateur qui émettra un titre de recettes en conséquence.

Article 9° : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant et devra être approuvée dans les mêmes termes par les membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification ne prend effet que lorsque les membres du groupement l'ont approuvée et que l'avenant en résultant a été transmis au contrôle de légalité et notifié.

Article 10° : Différend - Litige

Pour tout différend ou litige susceptible de naître entre les membres du groupement à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait à Montélimar, le _____

Pour DAH,

Pour la commune,

Le Maire